

MEZRI HADDAD

Préface de Samir Amin

Sur bien des points, notamment le rôle des Etats-Unis dans le « printemps arabe » ou le risque réel que ce mouvement profite aux islamistes, je partage l'analyse percutante de Mezri Haddad. Mais je n'adhère pas entièrement à sa vision pessimiste de l'avenir : je persiste à croire que l'islamisme n'est pas une fatalité, que même si les pays occidentaux favorisent clairement l'option en faveur de l'islamisme « modéré », celui-ci ne pourra pas s'imposer durablement. En tous cas pas en Egypte et en Tunisie, où je crois à l'efficacité de la mobilisation des forces de progrès contre les adeptes du conservatisme religieux et de la régression, associés d'ailleurs à la soumission aux exigences du libéralisme mondialisé. Même si l'islamisme parvenait au pouvoir dans ces deux pays, il ne pourra pas s'y maintenir durablement.

A court ou à moyen terme, il existe certainement des risques de natures diverses, dont celui de l'alternative islamiste réactionnaire. Je pense comme Mezri Haddad, dont les arguments sont convaincants, que c'est bien le projet des Etats-Unis et de l'Europe, toujours alignée sur Washington. C'est-à-dire l'alliance entre les forces réactionnaires et les Frères musulmans, soutenue par les alliés de Washington dans la région, Arabie saoudite et Israël.

Reste la question de savoir si un tel scénario peut s'imposer? Peut-être bien à court terme. Mais comme l'islamisme n'apportera aucune réponse aux problèmes économiques et sociaux, le mouvement de protestation et de lutte se poursuivra. De plus, il ne faut pas perdre de vue le fait que dans le cas de l'Egypte, les Frères musulmans sont eux-mêmes en crise. L'islamisme tunisien, historiquement lié à sa cellule mère égyptienne, traverse probablement la même crise.

C'est peut-être là que je suis en désaccord avec Mezri Haddad : le libéralisme économique a été un facteur déterminant dans le déclenchement des crises qui ont balayé les régimes égyptien et tunisien. Le libéralisme imposé aux pays du Sud depuis trois décennies a produit le désastre social et économique. Dans ces conditions les pays du Sud constituent « la zone des tempêtes » : le capitalisme libéral ouvert à la mondialisation impérialiste ne peut parvenir à imposer ici sa légitimité.

Mais les situations restent différentes d'un pays arabe à l'autre.

Le cas syrien est par exemple extrêmement complexe. Le régime du Baas, qui avait été légitime il y a longtemps, ne l'est plus. En accompagnement de ses concessions gigantesques au libéralisme économique, il est devenu de plus en plus autocratique et policier. Le régime syrien est aujourd'hui contraint de faire des concessions, ce qui est une bonne chose, car une intervention militaire extérieure similaire à l'action en Libye –fort heureusement difficile en Syrie– serait une catastrophe supplémentaire. Par ailleurs, faisant contraste avec l'Égypte et la Tunisie, les mouvements de protestation en Syrie sont très disparates. Sans généralisation outrancière, ces mouvements n'ont pas de programme autre que la chute du régime. Le risque d'un vide politique est donc réel. A moins de le combler par la casuistique islamiste. Les Frères musulmans syriens ont effectivement joué un rôle moteur dans la mobilisation des manifestants. Mais il existe un risque encore plus périlleux : l'implosion de la Syrie en raison de sa diversité confessionnelle que le Baas a contenue jusqu'à présent en maintenant l'unité nationale. Il ne faut pas oublier que l'implosion des pays de la région est un projet des Etats-Unis et d'Israël.

Le cas du Yémen est également particulier. Les Etats-Unis continueront sans doute à soutenir le régime d'Ali Abdallah Saleh, moyennant quelques réformes cosmétiques. La raison est leur crainte du peuple yéménite qui avait connu dans sa région méridionale un régime progressiste « marxiste », bénéficiant d'un puissant soutien populaire. Washington et ses alliés craignent le rétablissement d'un régime progressiste dans le Sud-Yémen. D'où la réactivation d'Al-Qaïda –un instrument largement manipulé par les Américains– dans toute cette zone du pays. La manœuvre permet de présenter Abdallah Saleh comme le meilleur rempart contre le « terrorisme ».

Le cas de la Libye est dramatique. Les mouvements d'opposition dans ce pays ne valent guère mieux les uns que les autres. C'est un magma chaotique de forces hétéroclites. Le président du Conseil national de transition, Moustapha Abdeljelil, est un bien curieux « démocrate » : il fut le juge qui avait condamné à mort les infirmières bulgares avant d'être promu ministre de la Justice par Kadhafi. Le CNT est un bloc de forces ultraréactionnaires à dominance intégriste. L'enjeu n'est pas tant le pétrole que les Etats-Unis et l'Europe contrôlent déjà depuis que Kadhafi a rejoint le camp du libéralisme. Les ressources en eaux souterraines de la Lybie sont considérablement plus intéressantes. Les multinationales les convoitent, en particulier certains groupes

français bien établis dans ce domaine (ce qui explique l'intervention précoce de Paris). L'utilisation de ces eaux pour le Sahel africain, la seule qui soit légitime, ne sera pas le choix des multinationales, tout simplement parce qu'il n'est pas rentable financièrement à court terme. L'autre objectif majeur, c'est la mise de la Libye sous tutelle, afin d'y établir l'*Africom* (commandement militaire des Etats Unis pour l'Afrique), aujourd'hui installé à Stuttgart après le refus des pays africains d'accueillir cette base stratégique. L'hypothèse que soutient Mezri Haddad d'un éclatement de la Libye en deux ou trois Etats n'est pas à exclure d'autant que la recette de la partition a déjà été appliquée en Irak par les néoconservateurs. La formule « colombe aux ailes de faucon », que Mezri Haddad utilise au sujet de Barack Obama, est en cela parfaitement correcte. Par contre c'est faire beaucoup trop d'honneur à Bernard Henri Lévi en le comparant à Lawrence d'Arabie!

Enfin n'oublions pas le cas de Bahrein. La manifestation pacifique a été noyée dans le sang par l'intervention de l'armée séoudite. Cela n'a guère gêné nos amis occidentaux de la « démocratie », qui accueillent désormais le Sultan de Bahrein dans leurs aéronefs d'alliés qui soutiennent la « démocratie » ...en Lybie !!

Le présent reste incertain et les perspectives d'avenir ouvertes à toutes les conjectures. Une chose est certaine : plus rien ne sera comme avant. Parce qu'il ne s'agit pas d'insurrections dont le seul objectif est de se débarrasser des dictateurs en place, mais de soulèvements de protestation de longue durée, qui remettent en question à la fois l'ordre social interne dans ses différentes dimensions, notamment les inégalités criantes dans la répartition des revenus, comme également l'ordre international. C'est un changement radical qui remet en cause la place des pays arabes dans le système économique mondial, et qui amorce sans doute leur sortie de la soumission au néolibéralisme, et au diktat des Etats-Unis et de l'Otan qui l'accompagne nécessairement. Ce mouvement, qui a aussi pour ambition de démocratiser la société, d'imposer la justice sociale par la mise en œuvre d'une autre politique économique nationale, indépendante et je dirai même anti-impérialiste, va donc se déployer sur des années, avec des avancées et des reculs. Ces défis ne trouveront pas leur solution dans les mois à venir. Je reste persuadé que ces révoltes arabes sonnent le glas de cet ordre mondial qui a fait du libéralisme une nouvelle religion et de l'impérialisme militarisé, son bras séculier.

Il est indispensable de dissiper les illusions concernant la possibilité de concilier la mise en place de modes démocratiques de gestion de la politique dans les pays concernés avec la poursuite de politiques économiques « libérales ». « Marché » et démocratie ne sont pas complémentaires l'un de l'autre, mais antinomiques. Des segments importants des mouvements en lutte n'ont probablement pas encore pris la mesure de cette antinomie. Le choix des pays occidentaux en faveur de la mise en place de coalitions réactionnaires, associant les partis de droite héritiers des régimes déchus et les Islamistes, est parfaitement cohérent avec le seul objectif de ces puissances qui est de garantir les intérêts du capital des monopoles. Que cette option annihile les chances de la démocratie dans les pays concernés n'est pas leur problème.

La révolte en cours amorce une phase nouvelle du « réveil des peuples arabes », dont il faut replacer la portée et les chances dans la longue durée, comme j'ai tenté de le faire dans mon livre – *Le monde arabe dans la longue durée, le printemps arabe ?* (Le Temps des Cerises, 2011). Il est indispensable de replacer dans ce contexte l'analyse critique des vagues antérieures de réponse des peuples concernés aux défis de la « modernité », d'identifier les raisons de leurs échecs. Car la dérive islamiste politique contemporaine plonge ses racines dans ce passé dont la page n'est pas encore tournée, en particulier dans l'échec de la *Nahda* du 19^{ème} siècle.

En lisant le livre de Mezri Haddad, j'ai découvert une plume alerte et une analyse décapante. En outre, démissionner du poste d'ambassadeur auprès de l'UNESCO, avant la chute de Ben Ali, traduit une bonne dose de lucidité et de courage. Deux qualités qui imprègnent son livre. Par-delà l'interprétation du « printemps arabe » hors des sentiers battus de l'exotisme culturaliste et des stéréotypes éculés, cet essai de Mezri Haddad contribue à faire avancer la révolution en marche que les stratèges du libéralisme mondial veulent faire dévier de sa finalité essentielle : l'émancipation des peuples et le progrès social pour tous.

Samir AMIN. Août 2011.